

Art. 5. § 1. De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 31 tot 33 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende normen inzake personeelsbestand : 7 voltijdse equivalenten, d.w.z. :

- 1 Coördinator barema A;
- 0,5 Administratief personeelslid;
- 0,5 Licentiaat of master psychologie of sociologie;
- 3 Opvoeders kl 1;
- 1,5 Maatschappelijk assistent;
- 0,5 Technisch personeelslid.

§ 2. Op 1 juli 2015, wordt de maandelijks provisionele subsidie wegens personeelskosten bepaald op het geïndexeerd bedrag van 27.239,08 euro (indexeringscoëfficiënt 1,6084). Deze subsidie zal daarna vermeerderd worden in functie van de latere indexeringen tot het einde van de driejaarlijkse periode 2013 – 2015. De driejaarlijkse provisionele subsidies die daarna volgen, zullen overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 31 tot 33 van het besluit bedoeld bij artikel 5, § 1 worden bepaald.

§ 3. Voor de verantwoording van de provisionele subsidie voor personeelskosten van de dienst, zijn de ambten opgenomen in de bijlage 3 bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, van toepassing.

§ 4. Voor de berekening en de aanpassing van de provisionele subsidie voor personeelskosten, is het minimaal percentage dat in aanmerking wordt genomen voor de wettelijke werkgeverslasten en de bijkomende voordelen, het percentage dat vermeld wordt in artikel 31, § 2, vierde lid, van het besluit bedoeld in artikel 5, § 1, voor de “diensten voor hulpverlening in open milieu, de dagcentra en de diensten voor hulpverlening en opvoedkundige integratie”.

Art. 6. De provisionele subsidie voor werkingskosten bedoeld in de artikelen 35, 36 en 39 van het besluit bedoeld in artikel 5, § 1, wordt toegekend op basis van het volgende indexeerbaar jaarlijks bedrag: 29.915,79 euro/jaar, d.w.z., rekening houdend met de indexering alsook met de verminderingcoëfficiënt die van toepassing is: 47.265,78 euro/jaar geïndexeerd op 1 juli 2015 (indexeringscoëfficiënt 1,6084); daarna zal deze subsidie vermeerderd worden in functie van de latere indexeringen.

Art. 7. De bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 tot bepaling van het veranderlijk gedeelte van de toelagen voor de kosten voor tenlasteneming van jongeren, zijn van toepassing op de tenlastegenomen jongeren.

Art. 8. De provisionele subsidie bedoeld bij artikel 6 wordt naar rata van een twaalfde per maand toegekend.

Art. 9. Dit besluit heft, op de datum van zijn uitwerking, het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 juli 2003 tot erkenning van de dienst “La Cité de l’Enfance” gelegen chaussée de Charleroi 57 te 6061 Montignies-sur-Sambre als dagcentrum, op.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2015.

Brussel, 16 december 2015.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuizen en Promotie van Brussel,
R. MADRANE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2016/27012]

14 JANVIER 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l’arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l’octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d’entreprises pour l’amélioration de l’efficacité énergétique et la promotion d’une utilisation plus rationnelle de l’énergie du secteur privé (AMURE)

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) N° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d’aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, l’article 49;

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l’utilisation rationnelle de l’énergie, des économies d’énergie et des énergies renouvelables, les articles 9 et 10;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l’octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d’entreprises pour l’amélioration de l’efficacité énergétique et la promotion d’une utilisation plus rationnelle de l’énergie du secteur privé (AMURE);

Vu l’avis de l’Inspecteur des Finances, donné le 3 septembre 2015;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 29 octobre 2015;

Vu le rapport du 29 octobre 2015 établi conformément à l’article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l’ensemble des politiques régionales;

Vu l’avis 58.412/4 du Conseil d’Etat, donné le 30 novembre 2015, en application de l’article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d’Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l’Energie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement l'article 8 et l'annexe VI de la Directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les Directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les Directives 2004/8/CE et 2006/32/CE.

Art. 2. Dans les articles 2, 3, 9, 10, 13, 15, 17, 18 et 26 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE), le mot « entreprise » est chaque fois remplacé par les mots « entreprise privée ».

Art. 3. Dans l'article 2 du même arrêté, les 9^o et 21^o sont abrogés.

Dans l'article 3 du même arrêté, les 2^o et 4^o sont abrogés.

Les articles 5, 8, 12 et 16 du même arrêté sont abrogés.

Dans l'article 21 du même arrêté, les 1^o et 3^o sont abrogés.

Dans l'article 23, l'alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « une comptabilité énergétique, un agrément technique » sont abrogés.

Dans l'article 23, alinéa 2, du même arrêté, les mots « , un audit de suivi annuel ou une comptabilité énergétique, » sont remplacés par les mots « ou un audit de suivi annuel, ».

Dans l'article 23, l'alinéa 3, du même arrêté est abrogé.

Dans l'article 26 du même arrêté, le paragraphe 1^{er} est abrogé.

Dans le même arrêté, l'annexe 1^{re} est abrogée.

Art. 4. Dans l'article 2, 11^o, du même arrêté, les mots « audit énergétique » sont remplacés par les mots « audit énergétique partiel ».

Dans l'article 3, 1^o, du même arrêté, le mot « partiel » est inséré entre les mots « d'un audit énergétique » et les mots « , d'un audit énergétique global ».

Dans l'article 6 du même arrêté, le mot « partiel » est inséré entre les mots « L'audit énergétique » et les mots « et l'audit énergétique global ».

Dans l'article 13, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le mot « partiel » est inséré entre les mots « audit énergétique » et les mots « , d'un audit énergétique global ».

Dans l'article 13, alinéa 2, du même arrêté, le mot « partiel » est inséré entre les mots « audit énergétique » et les mots « , de l'audit énergétique global ».

Dans l'article 21, 2^o, du même arrêté, le mot « partiel » est inséré entre les mots « audit énergétique » et les mots « , d'un audit énergétique global ».

Dans l'article 23, alinéas 1^{er} et 2, du même arrêté, le mot « partiel » est à chaque fois inséré entre les mots « audit énergétique » et les mots « , un audit énergétique global ».

Dans l'article 26, § 2, du même arrêté, le mot « partiel » est inséré entre les mots « audit énergétique » et les mots « , un audit énergétique global ».

Dans l'article 29, § 1^{er}, 2^o, du même arrêté, le mot « partiel » est inséré entre les mots « l'audit énergétique » et les mots « , l'audit énergétique global ».

Art. 5. Dans l'article 2 du même arrêté, le 14^o est remplacé par ce qui suit :

« 14^o étude de faisabilité : étude réalisée conformément au cahier des charges minimal de l'annexe 9; ».

Art. 6. Dans l'article 34, § 3, alinéa 4, du même arrêté, les mots « deux ans » sont chaque fois remplacés par les mots « cinq ans ».

Art. 7. Dans le même arrêté, l'annexe 2 est remplacée par ce qui suit :

« ANNEXE 2

Cahier des charges minimal pour l'audit énergétique partiel et pour l'audit énergétique global

1. Objectif

L'audit énergétique partiel ou l'audit énergétique global d'une entreprise a pour but de présenter au commanditaire, d'une manière simple et néanmoins explicite, un état de l'efficacité énergétique de l'entreprise auditée dans des conditions d'utilisation réelle, les améliorations qui peuvent lui être apportées et les économies d'énergie qui en découlent. L'audit comprend l'élaboration d'un plan global d'actions hiérarchisant les actions à entreprendre et visant à l'amélioration de l'efficacité énergétique de l'entreprise en évaluant la pertinence d'un investissement à réaliser et destiné :

1^o à utiliser plus rationnellement l'énergie;

2^o à recourir aux sources d'énergies renouvelables ou à la cogénération de qualité.

Ce plan global d'action est constitué par l'ensemble des mesures que l'entreprise mettra en œuvre au cours des prochaines années, y compris les investissements permettant d'atteindre cet objectif. Il comprend une évaluation chiffrée de l'efficacité de chacune de ces mesures en termes de réduction des consommations d'énergie et de coûts ainsi qu'un échéancier spécifiant l'échelonnement des investissements à consentir dans le temps.

2. Exigences

§ 1^{er}. L'audit énergétique global établit :

1^o une description des caractéristiques de l'entreprise et de ses usages en fonction de consommations énergétiques couvrant la production de biens (process), les services (bâtiments, maintenance), la production ou transformation d'énergie (utilités) et le transport interne;

2° une analyse globale des flux énergétiques de l'entreprise, à savoir :

a) les consommations et répartition d'énergie pour une année de référence et une année intermédiaire par vecteur énergétique (gaz, fuel, électricité, charbon, etc.) exprimées en unités physiques (kWh, tonne, litre,...), en kWh et normalisées (ramenées à une année climatique normale - pour les usages qui le justifient) aboutissant à un tableau des consommations finales converti en énergie primaire (MWhp) et en émission de CO₂ (kg de CO₂) sur base des coefficients de conversion renseignés à l'annexe 5;

b) les profils de charge pour ce qui concerne la consommation d'électricité, dans la mesure où ces données sont nécessaires à l'identification des points d'amélioration de l'efficacité énergétique;

c) le profil de consommation énergétique du transport interne au périmètre de l'entreprise s'il représente plus de cinq pour cent de la consommation énergétique totale du périmètre;

3° une identification des points d'amélioration de l'efficacité énergétique de l'entreprise classés par ordre de priorité, en ce compris le recours aux énergies renouvelables et à la cogénération de qualité;

4° la comptabilisation annuelle, à l'échelle de l'entreprise, des consommations d'énergie et des volumes de production en unités physiques, par produit, et éventuellement par ligne ou étape de production;

5° la construction d'indicateurs basés, notamment, sur les consommations spécifiques;

6° l'identification, la justification et l'évaluation technico-économique des meilleurs projets d'amélioration de l'efficacité énergétique et de ses variantes, en fonction notamment des critères suivants:

a) la qualité technico-économique, en tenant compte, dans la mesure du possible, d'une analyse du coût du cycle de vie, incluant le transport externe au périmètre plutôt que sur de simples délais d'amortissement pour tenir compte des économies à long terme, des valeurs résiduelles des investissements à long terme et de l'actualisation;

b) l'acceptabilité par l'entreprise, notamment vis-à-vis de son organisation interne et des activités de maintenance requises;

c) la diminution potentielle de la consommation d'énergie primaire;

d) la diminution potentielle des émissions de CO₂;

e) la classification des pistes d'amélioration selon les classes de rentabilité suivantes :

- classe 1 : temps de retour simple sur investissement inférieur à 2 ans;

- classe 2 : temps de retour simple sur investissement supérieur à 2 ans et inférieur à 5 ans;

- classe 3 : temps de retour simple sur investissement supérieur à 5 ans;

f) la classification des pistes d'amélioration selon les classes de faisabilité technique suivantes :

- classe R : pistes qui ont été réalisées entre l'année de référence et l'année de l'audit approfondi initial;

- classe A : pistes dont la technologie est disponible et la faisabilité certaine;

- classe B : pistes dont la technologie est disponible mais la faisabilité est incertaine;

- classe C : pistes dont la technologie n'est pas disponible ou appliquée dans le secteur.

L'audit doit aboutir à l'élaboration d'un plan d'action global visant à l'amélioration de l'efficacité énergétique de l'entreprise.

§ 2. Le rapport d'audit comporte :

1° l'objectif de l'audit ainsi que les vecteurs examinés et les limitations éventuelles;

2° les hypothèses de travail : les paramètres utilisés dans l'audit dont les facteurs de conversion (PCI, PCS, coefficients d'émission de CO₂) et les coûts des différents vecteurs;

3° la présentation générale des caractéristiques de l'entreprise;

4° l'analyse globale des flux énergétiques

5° la description détaillée du périmètre considéré dans l'audit;

6° le bilan énergétique étayé par calculs;

7° les propositions d'améliorations détaillées, chiffrées en termes de coûts, d'économie d'énergie, de réduction des émissions de gaz polluants et de rentabilité. Les améliorations seront présentées dans un ordre logique ou par ordre de priorité, motivées par l'état des équipements, les économies engendrées et la rentabilité, en tenant compte de l'impact de chacune d'elles sur les suivantes; une attention particulière sera accordée à la mise en adéquation des besoins avec le matériel proposé;

8° le recours éventuel à des technologies telles que la cogénération, l'utilisation des sources d'énergies renouvelables;

9° les aides disponibles pour les différentes améliorations envisagées en précisant la source et le montant;

10° les conclusions sont claires et interprétables par une personne n'ayant pas de connaissances spécifiques dans les domaines abordés.

§ 3. Les améliorations proposées respectent les exigences, notamment énergétiques, en vigueur dans les différentes réglementations.

§ 4. Le même canevas est suivi pour un audit énergétique partiel, portant sur un usage particulier, l'analyse se focalisant sur l'usage en question.

§ 5. Les données utilisées lors de la réalisation de l'audit énergétique global ou de l'audit énergétique partiel d'une entreprise sont conservées à des fins d'analyse historique et de suivi des performances.

Le Ministre est habilité à compléter le contenu de l'audit et du rapport. »

Art. 8. Dans le même arrêté, l'annexe 5 est remplacée par ce qui suit :

« ANNEXE 5

Facteurs de conversion de l'énergie primaire en émissions de CO₂ énergétique

Sont considérées ici les émissions de CO₂ liées à l'utilisation et donc à la production des différents vecteurs énergétiques consommés par l'entreprise. Autant que possible, des facteurs de conversion conventionnels sont utilisés.

Par convention, sont considérées uniquement les émissions de CO₂ énergétique.

Les émissions de CO₂ non énergétique sont les émissions apparaissant dans les procédés industriels qui ne proviennent pas de la combustion de combustibles fossiles.

Facteur de conversion de l'électricité de source non renouvelable

Le facteur de conversion de l'électricité non renouvelable est calculé en supposant qu'elle est produite par une centrale présentant un rendement global de production et de distribution de quarante pour cent et fonctionnant au gaz naturel. Le facteur de conversion en émissions de CO₂ est par conséquent de 55,8 kg/GJp ou 200,9 kg CO₂/MWhp, ou encore 502,2 kg CO₂/MWhé (MWhé étant exprimé en énergie finale).

Facteur de conversion de l'électricité renouvelable

Une émission nulle de CO₂ énergétique est considérée, donc 0 kg CO₂/GJp.

Facteurs de conversion des combustibles (énergies fossiles, combustibles alternatifs, gaz fatals, biomasse...)

Par défaut, les coefficients utilisés seront ceux proposés par l'IPCC, dont les principaux sont rappelés dans le tableau illustré plus bas.

Les Directives de l'IPCC (1996a) stipulent que les émissions de CO₂ liées à la combustion de biomasse pour la production d'énergie ne sont pas incluses dans l'inventaire, parce qu'il est supposé qu'environ un montant équivalent de CO₂ est capté par la croissance de nouvelles cultures. Le facteur d'émission de la biomasse est donc considéré comme nul. Ceci concerne le bois de chauffage, le combustible de récupération utilisé dans le secteur du papier et la biomasse utilisée comme énergie renouvelable.

Données	PCI		Coeff. E primaire		Emission CO ₂	
Bois	0,0143	GJ/kg	0,01430	GJp/kg	0,0	kg CO ₂ /GJp
Anthracite	0,0277	GJ/kg	0,02770	GJp/kg	92,7	kg CO ₂ /GJp
Electricité	0,0036	GJ/kWh	0,00900	GJp/kWh	55,8	kg CO ₂ /GJp
Essence	0,0466	GJ/litre	0,04660	GJp/litre	68,6	kg CO ₂ /GJp
Fuel lourd	0,0405	GJ/kg	0,04050	GJp/kg	76,6	kg CO ₂ /GJp
Gasoil	0,0387	GJ/litre	0,03655	GJp/litre	73,3	kg CO ₂ /GJp
Gaz Naturel	0,0036	GJ/kWhi	0,00360	GJp/kWhi	55,8	kg CO ₂ /GJp
Gaz Naturel	0,00325	GJ/kWhs	0,00325	GJp/kWhs	55,8	kg CO ₂ /GJp
Huile légère	0,0387	GJ/litre	0,03868	GJp/litre	73,2	kg CO ₂ /GJp
Huile lourde	0,0417	GJ/litre	0,04173	GJp/litre	74,0	kg CO ₂ /GJp
Kérosène	0,0377	GJ/litre	0,03580	GJp/litre	70,8	kg CO ₂ /GJp
Lignite	0,0144	GJ/kg	0,01440	GJp/kg	99,2	kg CO ₂ /GJp
LPG	0,0461	GJ/kg	0,04500	GJp/kg	62,4	kg CO ₂ /GJp
Propane	0,0255	GJ/litre	0,02360	GJp/litre	64,9	kg CO ₂ /GJp
Propane	0,0502	GJ/kg	0,04637	GJp/kg	64,9	kg CO ₂ /GJp

Les entreprises classées ETS (Emission trading System) peuvent, dans le cadre des accords de branche, reprendre comme facteurs d'émission de CO₂ les valeurs comptabilisées pour leur déclaration dans le cadre du suivi de la Directive ETS. Afin d'éviter toute confusion, ces sites déclarent lors de l'entrée dans les accords de branche s'ils choisissent ou non de reprendre les facteurs et coefficients de l'ETS. Ce choix est alors applicable pour l'ensemble des combustibles et pour l'ensemble de la période de l'accord de branche.

Le Ministre est habilité à revoir les facteurs de conversion pour chaque source d'énergie. ».

Art. 9. Dans le même arrêté, l'annexe 6 est remplacée par ce qui suit :

« ANNEXE 6

Compétences des auditeurs énergétiques

	Audit énergétique global	Audit énergétique partiel	Etude de pré-faisabilité	Etude de faisabilité	Audit de suivi annuel
Entreprise n'ayant pas signé une déclaration d'intention	Auditeur énergétique agréé conjointement dans les compétences bâtiment, process industriel et énergie renouvelable-cogénération	Auditeur énergétique agréé dans la compétence correspondante	Auditeur énergétique agréé dans la compétence correspondante	/	/
Entreprise ayant signé une déclaration d'intention	Auditeur énergétique agréé avec agrément complémentaire accord de branche	Auditeur énergétique agréé dans la compétence correspondante	Auditeur énergétique agréé dans la compétence correspondante	/	/
Entreprise partie prenante d'un accord de branche	Auditeur énergétique agréé avec agrément complémentaire accord de branche	Auditeur énergétique agréé dans la compétence correspondante	Auditeur énergétique agréé dans la compétence correspondante	Auditeur énergétique agréé dans la compétence correspondante	Auditeur énergétique agréé avec agrément complémentaire accord de branche ou prestataires internes ayant suivi la formation visée à l'article 15, alinéa 1 ^{er}

»

Art. 10. Dans le même arrêté, l'annexe 7 est remplacée par ce qui suit :

« ANNEXE 7

Taux de subvention pour les entreprises

	Audit énergétique global	Audit énergétique partiel	Etude de pré-faisabilité	Etude de faisabilité	Audit de suivi annuel
Entreprise privée n'ayant pas signé une déclaration d'intention	50 % avec un maximum annuel de € 320.000	50 % avec un maximum annuel de € 320.000	50 % avec un maximum annuel de € 320.000	Non éligible	Non éligible
Entreprise privée ayant signé une déclaration d'intention	50 % avec un maximum annuel de € 320.000	50 % avec un maximum annuel de € 320.000	50 % pour les deux premières études en énergie renouvelable 50% pour le reste avec un maximum annuel de € 320.000	Non éligible	Non éligible
Entreprise privée partie prenante d'un accord de branche	50 % avec un maximum annuel de € 320.000	50 % avec un maximum annuel de € 320.000	50 % avec un maximum annuel de € 320.000	50 % avec un maximum annuel de € 320.000	50 % avec un maximum annuel de € 320.000

Les taux de subvention des entreprises privées qui sont parties prenantes ou qui ont signé une déclaration d'intention d'adhérer à un accord de branche sont majorés aux conditions suivantes :

1° un bonus de dix pour cent est octroyé pour les entreprises privées qui emploient entre 50 et 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel se situe entre 10 et 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel se situe entre 10 et 43 millions d'euros;

2° un bonus de vingt pour cent est octroyé aux les entreprises privées qui emploient moins de 50 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions d'euros. »

Art. 11. Dans le même arrêté, l'annexe 8 est remplacée par ce qui suit :

« ANNEXE 8

Taux de subvention pour les organismes représentatifs d'entreprises ou entreprises qui ont signé un accord de branche sans l'intermédiaire d'un organisme représentatif d'entreprises

	Etude de pertinence de la roadmap 2050	Roadmap 2050	Préparation, encadrement et suivi d'un accord de branche	Action visant à améliorer l'efficacité énergétique d'un secteur
Organismes représentatifs d'entreprises non partie prenante d'un accord de branche	Non éligible	Non éligible	Non éligible	100 % avec un maximum annuel de € 20.000
Organismes représentatifs d'entreprises partie prenante d'un accord de branche *	100 %	100 %	100 %	Non éligible
Entreprises qui ont signé un accord de branche sans l'intermédiaire d'un organisme représentatif d'entreprises	50 % avec un maximum annuel de € 20.000	50 % avec un maximum annuel de € 20.000	Non éligible	Non éligible

* Les subventions pour les organismes représentatifs d'entreprises partie prenante d'un accord de branche pour une Etude de pertinence de la roadmap 2050, une Roadmap 2050 et la Préparation, l'encadrement et le suivi d'un accord de branche ne peuvent pas dépasser € 80.000 annuellement.

Les taux de subvention des entreprises privées qui sont parties prenantes ou qui ont signé une déclaration d'intention d'adhérer à un accord de branche sont majorés aux conditions suivantes :

1° un bonus de dix pour cent est octroyé pour les entreprises privées qui emploient entre 50 et 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel se situe entre 10 et 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel se situe entre 10 et 43 millions d'euros;

2° un bonus de vingt pour cent est octroyé aux les entreprises privées qui emploient moins de 50 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions d'euros. »

Art. 12. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 9 rédigée comme suit :

« ANNEXE 9

Cahier des charges minimal pour la réalisation d'une étude de faisabilité d'un investissement

1. Objectif:

L'étude de faisabilité d'un investissement a pour objectif de dimensionner de manière précise un type ou une marque spécifique d'équipement dans le cadre d'un investissement visant à recourir à l'usage d'énergies renouvelables ou à la cogénération biomasse de qualité et aboutissant à la rédaction des prescriptions techniques d'un cahier des charges.

2. Exigences

Le rapport de l'étude de faisabilité comprend au minimum les éléments suivants :

1° la présentation des besoins énergétiques à satisfaire par l'investissement et les consommations effectives avant investissement;

2° les hypothèses de travail;

3° le calcul de dimensionnement technique de l'investissement et les grandeurs de référence utilisées pour les calculs doivent être clairement énoncées;

4° l'identification et à la justification de la pertinence du projet initialement analysé et de ses variantes, en fonction notamment des critères suivants: la qualité technico-économique, l'acceptabilité par l'entreprise, notamment vis-à-vis de son organisation interne;

5° s'il échec, le bilan énergétique global compte tenu du système proposé, des systèmes en place, de leur mode de régulation et de leur interaction;

6° le cas échéant, une évaluation des contraintes d'utilisation (maintenance,...);

7° une évaluation des économies en énergie primaire et en CO₂ et leur impact sur les indices AEE, ACO₂, FSER et FDSER;

8° une évaluation avec une incertitude de dix pour cent du coût économique de l'investissement;

9° une estimation du temps de retour de l'investissement;

10° la justification du choix des techniques et dispositifs envisagés.

Pour le recours à la biomasse, les recommandations et impositions de l'Observatoire de la biomasse sont prises en compte dès leur officialisation.

Le Ministre est habilité à revoir le contenu de l'étude de faisabilité. ».

Art. 13. Les dispositions modificatives du présent arrêté s'appliquent à toutes les demandes de subventions sollicitées en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE) introduites après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 14. Le Ministre de l'Énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 janvier 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie,
P. FURLAN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2016/27012]

14. JANUAR 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE")

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, Artikel 49;

Aufgrund des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, Artikel 9 und 10;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE");

Aufgrund des am 3. September 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 29. Oktober 2015 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 29. Oktober 2015;

Aufgrund des am 30. November 2015 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 58.412/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch vorliegenden Erlass werden Artikel 8 und Anhang VI der Richtlinie 2012/27/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Oktober 2012 zur Energieeffizienz, zur Änderung der Richtlinien 2009/125/EG und 2010/30/EU und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/EG teilweise umgesetzt.

Art. 2 - In den Artikeln 2, 3, 9, 10, 13, 15, 17, 18 und 26 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE") wird das Wort "Unternehmen" jeweils durch "Privatunternehmen" ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 2 desselben Erlasses werden die Ziffern 9 und 21 aufgehoben.

In Artikel 3 desselben Erlasses werden die Ziffern 2 und 4 aufgehoben.

Die Artikel 5, 8, 12 und 16 desselben Erlasses werden außer Kraft gesetzt.

In Artikel 21 desselben Erlasses werden die Ziffern 1 und 3 aufgehoben.

In Artikel 23 Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter "eine Energiebuchhaltung, eine technische Zulassung" aufgehoben.

In Artikel 23 Absatz 2 desselben Erlasses werden die Wörter "ein jährliches Follow-up-Audit oder eine Energiebuchhaltung," durch "oder ein jährliches Follow-up-Audit," ersetzt.

Artikel 23 Absatz 3 desselben Erlasses wird aufgehoben.

In Artikel 26 desselben Erlasses wird Paragraph 1 aufgehoben.

In demselben Erlass wird die Anlage 1 aufgehoben.

Art. 4 - In Artikel 2 Ziffer 11 desselben Erlasses wird das Wort "Energieaudit" durch "partiell Energieaudit" ersetzt.

In Artikel 3 Ziffer 1 desselben Erlasses werden die Wörter "die Durchführung eines Energieaudits" durch "die Durchführung eines partiellen Energieaudits" ersetzt.

In Artikel 6 desselben Erlasses werden die Wörter "das Energieaudit und das globale Energieaudit" durch "das partielle Energieaudit und das globale Energieaudit" ersetzt.

In Artikel 13 Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter "der Durchführung eines Energieaudits" durch "der Durchführung eines partiellen Energieaudits" ersetzt.

In Artikel 13 Absatz 2 desselben Erlasses werden die Wörter "die Durchführung des Energieaudits, des globalen Energieaudits" durch "die Durchführung des partiellen Energieaudits, des globalen Energieaudits" ersetzt.

In Artikel 21 Ziffer 2 desselben Erlasses werden die Wörter "die Durchführung eines Energieaudits" durch "die Durchführung eines partiellen Energieaudits" ersetzt.

In Artikel 23 Absätze 1 und 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge "ein Energieaudit" durch "ein partiell Energieaudit" ersetzt.

In Artikel 26 § 2 desselben Erlasses werden die Wörter "für ein Energieaudit" durch "für ein partiell Energieaudit" ersetzt.

In Artikel 29 § 1 Ziffer 2 desselben Erlasses werden die Wörter "im Energieaudit" durch "im partiellen Energieaudit" ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 2 desselben Erlasses wird Ziffer 14 durch Folgendes ersetzt:

"14° Durchführbarkeitsstudie: eine Studie, die in Übereinstimmung mit dem Lastenheft mit den Mindestanforderungen nach Anlage 9 durchgeführt wird;"

Art. 6 - In Artikel 34 § 3 Absatz 4 desselben Erlasses werden die Wörter "zwei Jahren" bzw. "zwei Jahre" durch "fünf Jahren" bzw. "fünf Jahre" ersetzt.

Art. 7 - In demselben Erlass wird die Anlage 2 durch folgende Anlage ersetzt:

"ANLAGE 2

Lastenheft mit den Mindestanforderungen für partielle Energieaudits und für globale Energieaudits

1. Zielsetzung

Das partielle Energieaudit oder das globale Energieaudit eines Unternehmens hat zum Zweck, dem Auftraggeber auf einfache und trotzdem eindeutige Weise eine Lage der Energieeffizienz des unter realen Betriebsbedingungen geprüften Unternehmens, sowie die Verbesserungen, die vorgenommen werden können, und die sich daraus ergebenden Energieeinsparungen vorzulegen. Das Audit umfasst die Erstellung eines globalen Aktionsplans, der die vorzunehmenden Maßnahmen hierarchisch gliedert und die Verbesserung der Energieeffizienz des Unternehmens bezweckt, und zwar durch die Bewertung der Relevanz einer Investition, die durchzuführen ist und die dazu bestimmt ist:

1° die Energie rationeller zu benutzen;

2° auf erneuerbare Energiequellen oder auf hocheffiziente Kraft-Wärme-Kopplung zurückzugreifen.

Dieser globale Aktionsplan setzt sich aus den gesamten Maßnahmen zusammen, die das Unternehmen im Laufe der künftigen Jahre einleiten wird, einschließlich der zu diesem Zweck erforderlichen Investitionen. Er umfasst eine quantifizierte Bewertung der Effizienz jeder dieser Maßnahmen, was die Senkung der Energieverbrauchswerte und der Kosten betrifft, sowie einen Kalender mit der zeitlichen Abfolge der Investitionen.

2° Anforderungen

§ 1. Das globale Energieaudit umfasst folgende Punkte:

1° eine Beschreibung der Merkmale des Unternehmens und dessen Anwendungen auf der Grundlage von Energieverbrauchsdaten, die die Produktion von Gütern (Prozesse), die Dienstleistungen (Gebäude, Instandhaltung), die Produktion oder die Verarbeitung von Energie ("Utilities") und den internen Transport decken;

2° eine globale Untersuchung der Energieflüsse im Unternehmen, nl.:

a) Energieverbrauch und -verteilung für ein Bezugsjahr und ein Zwischenjahr pro Energieträger (Gas, Heizöl, Strom, Kohle,...), ausgedrückt in physikalischen Einheiten (kWh, Tonne, Liter, ...), in kWh und normalisiert (d.h. auf ein Jahr unter normalen Klimaaumständen – für die betroffenen Anwendungen - zurückgebracht). Diese Werte führen zu einer Tabelle des in Primärenergie (MWhp) umgerechneten Endverbrauchs und der CO₂-Emissionen (Kg CO₂) auf der Grundlage der in der Anlage 5 angegebenen Umrechnungsfaktoren;

b) die Lastprofile, was den Stromverbrauch betrifft, insofern diese Daten zur Identifizierung der Punkte, wo die Energieeffizienz verbessert werden kann, erforderlich sind;

c) das Profil des Energieverbrauchs für den innerbetrieblichen Transport, wenn dieser mehr als 5 % des gesamten innerbetrieblichen Energieverbrauchs vertritt;

3° eine Identifizierung der Punkte, wo die Energieeffizienz im Unternehmen verbessert werden kann, in der Vorrangreihenfolge angeführt, einschließlich der Heranziehung von erneuerbaren Energien und hochqualitativer Kraft-/Wärme-Kopplung;

4° die jährliche Berechnung auf Ebene des Unternehmens der Energieverbrauchswerte und der Produktionsvolumen in physikalischen Einheiten, pro Produkt, und ggf. pro Produktionslinie oder -stufe;

5° die Ausarbeitung von Indikatoren, die u.a. auf den spezifischen Verbrauchsdaten basieren;

6° die Identifizierung, Begründung und technisch-wirtschaftliche Bewertung der besten Projekte zur Verbesserung der Energieeffizienz und ihrer Varianten, insbesondere aufgrund folgender Kriterien:

a) die technisch-wirtschaftliche Qualität, so weit wie möglich unter Berücksichtigung einer Analyse der Lebenszykluskosten unter Einbeziehung des außerbetrieblichen Transports, anstatt einfacher Amortisationszeiten, damit die langfristigen Einsparungen, die Restwerte der langfristigen Investitionen und die Abzinsung mit einbezogen werden können;

b) die Akzeptanz seitens des Unternehmens, insbesondere gegenüber seiner internen Organisation und der erforderlichen Wartungsaktivitäten;

c) die potentielle Senkung des Primärenergieverbrauchs;

- d) die potentielle Senkung der CO₂-Emissionen;
- e) die Einstufung der möglichen Verbesserungen nach den folgenden Rentabilitätsklassen:
- Klasse 1: Einfache Kapitalrücklaufzeit unter 2 Jahren;
 - Klasse 2: Einfache Kapitalrücklaufzeit über 2, jedoch unter 5 Jahren;
 - Klasse 3: Einfache Kapitalrücklaufzeit von mehr als 5 Jahren;
- f) die Einstufung der möglichen Verbesserungen nach den folgenden Klassen der technischen Durchführbarkeit:
- Klasse R: Verbesserungsmöglichkeiten, die zwischen dem Bezugsjahr und dem Jahr des ursprünglichen eingehenden Audits umgesetzt worden sind;
 - Klasse A: Verbesserungsmöglichkeiten, für welche die Technologie verfügbar, und deren Durchführbarkeit sicher ist;
 - Klasse B: Verbesserungsmöglichkeiten, für welche die Technologie verfügbar, deren Durchführbarkeit aber unsicher ist;
 - Klasse C: Verbesserungsmöglichkeiten, für welche die Technologie nicht verfügbar oder im betreffenden Sektor nicht angewendet wird.

Das Audit muss zur Ausarbeitung eines globalen Aktionsplans zur Verbesserung der Energieeffizienz des Unternehmens führen.

§ 2. Der Auditbericht umfasst:

- 1° die Zielsetzung des Audits, sowie die im Audit untersuchten Energieträger und die etwaigen Begrenzungen;
- 2° die Arbeitshypothesen: die im Audit verwendeten Parameter, worunter die Umsetzungsfaktoren (unterer Heizwert, oberer Heizwert, CO₂-Emissionskoeffizient) und die Kosten der unterschiedlichen Energieträger;
- 3° die allgemeine Darstellung der Merkmale des Unternehmens;
- 4° die globale Untersuchung der Energieflüsse;
- 5° die ausführliche Beschreibung des im Audit berücksichtigten Umkreises;
- 6° die durch Rechnungen unterstützte Energiebilanz;
- 7° die ausführlichen Verbesserungsvorschläge mit Zahlen für die Kosten, die Energieeinsparung, die Verringerung der Emissionen von gasförmigen Schadstoffen und Rentabilität. Die Verbesserungen werden in einer logischen Reihenfolge oder nach deren Priorität (begründet durch den Zustand der Ausrüstungen, die erreichten Einsparungen und die Rentabilität) vorgestellt, unter Berücksichtigung der Auswirkungen von jeder von ihnen auf die folgenden; man wird besonders auf die Anpassung der Bedürfnisse an das vorgeschlagene Material aufmerksam sein;
- 8° etwaiges Zurückgreifen auf Technologien wie die Kraft/Wärme-Kopplung, die Verwendung von erneuerbaren Energiequellen;
- 9° für die berücksichtigten Verbesserungen verfügbare Beihilfen unter Angabe der Quelle und des Betrags;
- 10° die Schlussfolgerungen müssen deutlich und durch eine Person, die keine spezifischen Kenntnisse in den betreffenden Bereichen hat, interpretierbar sein.

§ 3. Die vorgeschlagenen Verbesserungen müssen die Anforderungen, und insbesondere die energetischen Anforderungen, die kraft der verschiedenen Regelungen gelten, einhalten.

§ 4. Dasselbe Schema wird für ein partielles Energieaudit für eine besondere Benutzung angewandt, wobei sich die Analyse auf diese besondere Benutzung konzentriert.

§ 5. Die bei der Durchführung des globalen Energieaudits oder des partiellen Energieaudits eines Unternehmens benutzten Daten werden zwecks einer historischen Analyse und einer Leistungsüberwachung aufbewahrt.

Der Minister ist berechtigt, den Inhalt des Audits und des Auditberichts zu ergänzen."

Art. 8 - In demselben Erlass wird die Anlage 5 durch folgende Anlage ersetzt:

"ANLAGE 5

Faktoren für die Umrechnung von Primärenergie in energetische CO₂-Emissionen

Hier werden die CO₂-Emissionen berücksichtigt, die mit der Benutzung und also mit der Produktion der verschiedenen vom Unternehmen verbrauchten Energieträger verbunden sind. Es werden möglichst konventionelle Umrechnungsfaktoren benutzt.

Vereinbarungsgemäß werden nur die Emissionen von energetischem CO₂ berücksichtigt.

Nicht energetische CO₂-Emissionen sind Emissionen, die in Industrieverfahren vorkommen, die nicht auf die Verbrennung von fossilen Brennstoffen zurückzuführen sind.

Umrechnungsfaktor des Stroms aus nicht erneuerbaren Quellen

Der Umrechnungsfaktor für die nicht erneuerbare Elektrizität wird berechnet, indem man davon ausgeht, dass sie in einem Erdgas-Kraftwerk produziert wird, das einen gesamten Wirkungsgrad für die Energieerzeugung und -verteilung von vierzig Prozent aufweist. Somit ist der Umrechnungsfaktor in CO₂-Emissionen 55,8 kg/GJp oder 200,9 kg CO₂/MWhp, oder aber 502,2 kg CO₂/MWhé (wobei MWhé als Endenergie ausgedrückt wird).

Umrechnungsfaktor des Stroms aus erneuerbaren Quellen

Hier wird eine Nullemission von energetischem CO₂ berücksichtigt, d.h. 0 kg CO₂/GJp.

Umrechnungsfaktoren für die Brennstoffe (fossile Energien, alternative Brennstoffe, unvermeidliche Gase, Biomasse, ...)

Standardmäßig sind die benutzten Koeffizienten diejenigen, die vom IPCC vorgeschlagen werden; die wichtigsten davon befinden sich in der nachstehenden Tabelle.

Die Vorschriften des IPCC (1996a) geben an, dass die mit der Verbrennung von Biomasse zwecks der Erzeugung von Energie verbundenen CO₂-Emissionen nicht im Verzeichnis stehen, weil davon ausgegangen wird, dass eine ungefähr gleiche Menge CO₂ durch das Wachsen neuer Kulturen aufgenommen wird. Der Emissionsfaktor für Biomasse wird also als Null betrachtet. Dies betrifft das Brennholz, den in Papierfabriken benutzten Sekundärbrennstoff und die als erneuerbare Energie benutzte Biomasse.

Données	PCI		Coeff. E primaire		Emission CO ₂	
Bois	0,0143	GJi/kg	0,01430	GJp/kg	0,0	kg CO ₂ /GJp
Anthracite	0,0277	GJi/kg	0,02770	GJp/kg	92,7	kg CO ₂ /GJp
Electricité	0,0036	GJi/kWh	0,00900	GJp/kWh	55,8	kg CO ₂ /GJp
Essence	0,0466	GJi/litre	0,04660	GJp/litre	68,6	kg CO ₂ /GJp
Fuel lourd	0,0405	GJi/kg	0,04050	GJp/kg	76,6	kg CO ₂ /GJp
Gasoil	0,0387	GJi/litre	0,03655	GJp/litre	73,3	kg CO ₂ /GJp
Gaz Naturel	0,0036	GJi/kWhi	0,00360	GJp/kWhi	55,8	kg CO ₂ /GJp
Gaz Naturel	0,00325	GJi/kWhs	0,00325	GJp/kWhs	55,8	kg CO ₂ /GJp
Huile légère	0,0387	GJi/litre	0,03868	GJp/litre	73,2	kg CO ₂ /GJp
Huile lourde	0,0417	GJi/litre	0,04173	GJp/litre	74,0	kg CO ₂ /GJp
Kérosène	0,0377	GJi/litre	0,03580	GJp/litre	70,8	kg CO ₂ /GJp
Lignite	0,0144	GJi/kg	0,01440	GJp/kg	99,2	kg CO ₂ /GJp
LPG	0,0461	GJi/kg	0,04500	GJp/kg	62,4	kg CO ₂ /GJp
Propane	0,0255	GJi/litre	0,02360	GJp/litre	64,9	kg CO ₂ /GJp
Propane	0,0502	GJi/kg	0,04637	GJp/kg	64,9	kg CO ₂ /GJp

Die Unternehmen, die am "ETS" (Emission Trading System) teilnehmen, können im Rahmen der Branchenvereinbarungen als CO₂-Emissionsfaktoren die Werte übernehmen, die zwecks ihrer Anmeldung im Rahmen des Follow-up der ETS-Richtlinie verbucht wurden. Um jegliche Verwirrung zu vermeiden, erklären diese Standorte bei der Annahme der jeweiligen Branchenvereinbarung, ob sie sich dafür entscheiden, die ETS-Faktoren und -Koeffizienten zu übernehmen oder nicht. Diese Wahl ist dann auf die gesamten Brennstoffe und den gesamten Zeitraum der Branchenvereinbarung anwendbar.

Der Minister ist berechtigt, alle Umrechnungsfaktoren für jede Energiequelle zu revidieren."

Art. 9 - In demselben Erlass wird die Anlage 6 durch folgende Anlage ersetzt:

"ANLAGE 6

Zuständigkeiten der Energieauditoren

	Globales Energieaudit	Partielles Energieaudit	Durchführbarkeitsvorstudie	Durchführbarkeitsstudie	Jährliches Follow-up-Audit
Unternehmen, das keine Absichtserklärung unterschrieben hat	Energieauditor, der für Gebäude, Industrieverfahren und erneuerbare Energien - Kraft-/Wärme-Kopplung zugleich zugelassen ist	Energieauditor, der für den entsprechenden Zuständigkeitsbereich zugelassen ist	Energieauditor, der für den entsprechenden Zuständigkeitsbereich zugelassen ist	/	/
Unternehmen, das eine Absichtserklärung unterschrieben hat	Zugelassener Energieauditor mit ergänzender Zulassung in Verbindung mit der Branchenvereinbarung	Energieauditor, der für den entsprechenden Zuständigkeitsbereich zugelassen ist	Energieauditor, der für den entsprechenden Zuständigkeitsbereich zugelassen ist	/	/
Unternehmen, das Partner einer Branchenvereinbarung ist	Zugelassener Energieauditor mit ergänzender Zulassung in Verbindung mit der Branchenvereinbarung	Energieauditor, der für den entsprechenden Zuständigkeitsbereich zugelassen ist	Energieauditor, der für den entsprechenden Zuständigkeitsbereich zugelassen ist	Energieauditor, der für den entsprechenden Zuständigkeitsbereich zugelassen ist	Zugelassener Energieauditor mit ergänzender Zulassung in Verbindung mit der Branchenvereinbarung oder innerbetriebliche Dienstleister, die an der Ausbildung nach Artikel 15 Abs. 1 teilgenommen haben

Art. 10 - In demselben Erlass wird die Anlage 7 durch folgende Anlage ersetzt:

“ANLAGE 7

Bezuschussungssatz für die Unternehmen

	Globales Energieaudit	Partielles Energieaudit	Durchführbarkeitsvorstudie	Durchführbarkeitsstudie	Jährliches Follow-up-Audit
Privatunternehmen, das keine Absichtserklärung unterschrieben hat	50 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von € 320.000	50 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von € 320.000	50 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von € 320.000	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig
Privatunternehmen, das eine Absichtserklärung unterschrieben hat	50 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von € 320.000	50 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von € 320.000	50 % für die ersten beiden Studien betreffend erneuerbare Energien 50% für den Rest mit einem jährlichen Höchstbetrag von € 320.000	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig
Privatunternehmen, das Partner einer Branchenvereinbarung ist	50 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von € 320.000	50 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von € 320.000	50 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von € 320.000	50 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von € 320.000	50 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von € 320.000

Die Zuschussungssätze für Privatunternehmen, die Partner einer Branchenvereinbarung sind oder eine Absichtserklärung zur Teilnahme an einer Branchenvereinbarung unterzeichnet haben, werden unter Einhaltung folgender Bedingungen erhöht:

1° ein Bonus von zehn Prozent wird den Privatunternehmen gewährt, die zwischen 50 und 250 Personen beschäftigen, und deren Jahresumsatz zwischen 10 und 50 Millionen Euro liegt, oder deren Jahresbilanz zwischen 10 und 43 Millionen Euro liegt;

2° ein Bonus von zwanzig Prozent wird den Privatunternehmen gewährt, die weniger als 50 Personen beschäftigen, und deren Jahresumsatz oder Jahresbilanz unter 10 Millionen Euro liegt.”

Art. 11 - In demselben Erlass wird die Anlage 8 durch folgende Anlage ersetzt:

“ANLAGE 8

Bezuschussungssatz für repräsentative Unternehmensverbände und Unternehmen, die ohne die Vermittlung eines repräsentativen Unternehmensverbands eine Branchenvereinbarung unterschrieben haben

	Studie über die Relevanz der Roadmap 2050	Roadmap 2050	Vorbereitung, Betreuung und Follow-up einer Branchenvereinbarung	Aktion zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Sektors
Unternehmensverbände, die Unternehmen vertreten, die nicht Partner einer Branchenvereinbarung sind	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig	100% mit einem jährlichen Höchstbetrag von € 20.000
Unternehmensverbände, die Unternehmen vertreten, die Partner einer Branchenvereinbarung sind*	100 %	100 %	100 %	Nicht zuschussfähig
Unternehmen, die ohne die Vermittlung eines repräsentativen Unternehmensverbands eine Branchenvereinbarung unterschrieben haben	50 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von € 20.000	50 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von € 20.000	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig

* Die Zuschüsse für repräsentative Unternehmensverbände, die Partner einer Branchenvereinbarung für eine Studie über die Relevanz der Roadmap 2050, für eine Roadmap 2050 und die Vorbereitung, die Betreuung und das Follow-up einer Branchenvereinbarung sind, dürfen einen Betrag in Höhe von € 80.000/Jahr nicht übersteigen.

Die Zuschussungssätze für Privatunternehmen, die Partner einer Branchenvereinbarung sind oder eine Absichtserklärung zur Teilnahme an einer Branchenvereinbarung unterzeichnet haben, werden unter Einhaltung folgender Bedingungen erhöht:

1° ein Bonus von zehn Prozent wird für die Privatunternehmen gewährt, die zwischen 50 und 250 Personen beschäftigen, und deren Jahresumsatz zwischen 10 und 50 Millionen Euro liegt, oder deren Jahresbilanz zwischen 10 und 43 Millionen Euro liegt;

2° ein Bonus von zwanzig Prozent wird den Privatunternehmen gewährt, die weniger als 50 Personen beschäftigen, und deren Jahresumsatz oder Jahresbilanz unter 10 Millionen Euro liegt.”

Art. 12 - In denselben Erlass wird eine Anlage 9 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"ANLAGE 9

Lastenheft mit den Mindestanforderungen für die Ausführung einer Durchführbarkeitsstudie betreffend eine Investition

1. Zielsetzungen

Die Durchführbarkeitsstudie für eine Investition hat zum Zweck, eine Art oder eine spezifische Marke von Ausrüstungen im Rahmen einer Investition zur Benutzung von erneuerbaren Energien oder der hochqualitativen Biomasse-Kraft-Wärme-Kopplung, die zur Erstellung der technischen Vorschriften eines Lastenhefts führt, genau zu dimensionieren.

2. Anforderungen

Der Bericht der Durchführbarkeitsstudie umfasst mindestens folgende Elemente:

1° die Darstellung der durch die Investition zu befriedigenden energetischen Bedürfnisse und der effektive Verbrauch vor der Investition;

2° die Arbeitshypothesen;

3° die Berechnung der technischen Dimensionierung der Investition und die für diese Berechnung benutzten Bezugsgrößen müssen deutlich angegeben werden;

4° die Identifizierung und die Begründung der Relevanz des ursprünglich untersuchten Projekts und seiner Varianten, insbesondere aufgrund folgender Kriterien: die technisch-wirtschaftliche Qualität, die Akzeptanz seitens des Unternehmens, insbesondere gegenüber seiner internen Organisation;

5° ggf. die globale Energiebilanz unter Berücksichtigung des vorgeschlagenen Systems, der bestehenden Systeme, ihrer Regulierungsart und ihrer Interaktion;

6° ggf. eine Bewertung der Betriebsanforderungen (Instandhaltung,...);

7° eine Bewertung der Primärenergie- und CO₂-Einsparungen, und ihre Auswirkungen auf die AEE-, ACO₂-, FSER- und FDSER-Indizes;

8° —

9° eine Schätzung der Payback-Dauer der Investition;

10° die Rechtfertigung der Auswahl der geplanten Technik und Vorrichtungen.

Was die Benutzung der Biomasse betrifft, werden die Empfehlungen und Vorschriften des "Observatoire de la biomasse" berücksichtigt, sobald sie offiziell werden.

Der Minister ist berechtigt, den Inhalt der Durchführbarkeitsstudie zu revidieren."

Art. 13 - Die Abänderungsbestimmungen des vorliegenden Erlasses sind auf alle Zuschussanträge anwendbar, die nach dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses kraft des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE") eingereicht werden.

Art. 14 - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. Januar 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2016/27012]

14 JANUARI 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve instellingen van ondernemingen ter verbetering van de energetische efficiëntie en ter bevordering van een rationeler gebruik van de energie in de privé-sector (AMURE)

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard, artikel 49;

Gelet op het decreet van 9 december 1993 betreffende de steun en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, artikelen 9 en 10;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve instellingen van ondernemingen ter verbetering van de energetische efficiëntie en ter bevordering van een rationeler gebruik van de energie in de privé-sector (AMURE);

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 september 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 oktober 2015;

Gelet op het rapport van 29 oktober 2015 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 58.412/4 van de Raad van State, gegeven op 30 november 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 8 van en bijlage VI bij Richtlijn 2012/27/EU van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 betreffende energie-efficiëntie, tot wijziging van Richtlijnen 2009/125/EG en 2010/30/EU en houdende intrekking van de Richtlijnen 2004/8/EG en 2006/32/EG worden gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

Art. 2. In de artikelen 2, 3, 9, 10, 13, 15, 17, 18 en 26 van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve instellingen van ondernemingen ter verbetering van de energetische efficiëntie en ter bevordering van een rationeler gebruik van de energie in de privé-sector (AMURE) wordt het woord « onderneming » telkens vervangen door de woorden « private onderneming ».

Art. 3. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de punten 9° en 21° opgeheven.

In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de punten 2° en 4° opgeheven.

De artikelen 5, 8, 12 en 16 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de punten 1° en 3° opgeheven.

In artikel 23, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « een energieboekhouding, een technische erkenning » geschrapt.

In artikel 23, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « , een jaarlijkse opvolgingsaudit of een energieboekhouding, » vervangen door de woorden « of een jaarlijkse opvolgingsaudit, ».

In artikel 23 van hetzelfde besluit wordt het derde lid opgeheven.

In artikel 26 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 1 opgeheven.

In hetzelfde besluit wordt bijlage I opgeheven.

Art. 4. In artikel 2, 11°, van hetzelfde besluit wordt het woord « energieaudit » vervangen door de woorden « gedeeltelijke energieaudit ».

In artikel 3, 1°, van hetzelfde besluit wordt het woord « gedeeltelijke » ingevoegd tussen de woorden « de uitvoering van een » en « energieaudit ».

In artikel 6 van hetzelfde besluit wordt het woord « gedeeltelijke » ingevoegd tussen de woorden « De » en « energieaudit ».

In artikel 13, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt het woord « gedeeltelijke » ingevoegd tussen de woorden « van een » en « energieaudit ».

In artikel 13, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt het woord « gedeeltelijke » ingevoegd tussen de woorden « voor de uitvoering van de » en « energieaudit ».

In artikel 21, 2°, van hetzelfde besluit wordt het woord « gedeeltelijke » ingevoegd tussen de woorden « de uitvoering van een » en « energieaudit ».

In artikel 23, eerste en tweede lid, van hetzelfde besluit wordt het woord « gedeeltelijke » telkens ingevoegd tussen de woorden « van een » en « energieaudit ».

In artikel 26, § 2, van hetzelfde besluit wordt het woord « gedeeltelijke » ingevoegd tussen de woorden « de uitvoering van een » en « energieaudit ».

In artikel 29, § 1, 2°, van hetzelfde besluit wordt het woord « gedeeltelijke » ingevoegd tussen de woorden « in de » en « energieaudit ».

Art. 5. In artikel 2 van hetzelfde besluit wordt punt 14° vervangen als volgt :

« 14° haalbaarheidsonderzoek : onderzoek gevoerd overeenkomstig het minimumbestek bedoeld in bijlage 9; ».

Art. 6. In artikel 34, § 3, vierde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « twee jaar » telkens vervangen door de woorden « vijf jaar ».

Art. 7. In hetzelfde besluit wordt bijlage 2 vervangen als volgt :

« BIJLAGE 2

Minimumbestek voor de gedeeltelijke energieaudit en de globale energieaudit

1. Doelstelling

De gedeeltelijke energieaudit of de globale energieaudit van een onderneming dient om de opdrachtgever op eenvoudige maar duidelijke wijze een stand van de energie-efficiëntie van de in omstandigheden van reël gebruik geauditte onderneming over te leggen, alsook de verbeteringen die eraan aangebracht kunnen worden en de energiebesparingen die daaruit voortvloeien. De audit moet de uitwerking van een globaal actieplan omvatten aan de hand waarvan de te ondernemen acties hiërarchisch ingedeeld worden en de verbetering van de energie-efficiëntie van de onderneming beoogd wordt door het beoordelen van de relevantie van een uit te voeren investering die bestemd is om :

1° energie rationeler te gebruiken;

2° gebruik te maken van hernieuwbare energiebronnen of kwaliteitsvolle warmtekrachtkoppeling.

Dat globale actieplan bestaat uit het geheel van de maatregelen die de onderneming in de loop van de komende jaren zal doorvoeren, met inbegrip van de investeringen waarmee die doelstelling gehaald kan worden. Het omvat een gecijferde raming van de efficiëntie van elk van die maatregelen (vermindering van de energieverbruiken, kosten), alsook een tijdschema met de fasering van de investeringen die in de tijd toegestaan zullen worden.

2. Vereisten

§ 1. De globale energieaudit beoogt :

1° een omschrijving van de kenmerken van de onderneming en de gebruiken ervan naar gelang van energieverbruiken i.v.m. de productie van goederen (process), de diensten (gebouwen, onderhoud), de productie of verwerking van energie (nut) en het interne vervoer;

2° een globale analyse van de energiestromen van de onderneming, met name :

a) de energieverbruiken en -verdeling voor een referentiejaar en een overgangsjaar per energievectoren (gas, stookolie, elektriciteit, steenkool, enz.), uitgedrukt in fysische eenheden (kWu, ton, liter...), in kWu en genormaliseerd (teruggebracht tot een jaar met normale weersomstandigheden - voor de gebruiksvormen die zulks rechtvaardigen), wat resulteert in een tabel van de eindverbruiken omgezet in primaire energie (MWup) en in CO₂-emissies (kg CO₂) op grond van de omzettingcoëfficiënten vermeld in bijlage 5;

b) de belastingsprofielen betreffende het elektriciteitsverbruik, voor zover die gegevens nodig zijn voor de identificatie van de punten waarop de energie-efficiëntie verbeterd kan worden;

c) het energieverbruiksprofiel van het vervoer binnen de perimeter van de onderneming als het vijf percent van het totale energieverbruik van de perimeter overschrijdt;

3° een identificatie van de in voorrangsorte ingedeelde punten waarop de energie-efficiëntie van de onderneming verbeterd kan worden, met inbegrip van het gebruik van hernieuwbare energiebronnen en kwaliteitsvolle warmtekrachtkoppeling;

4° de jaarlijkse boekhouding, op schaal van de onderneming, van de energieverbruiken en de productievolumes (in fysische eenheden), per product en, eventueel, per productielijn of -fase;

5° de opbouw van indicatoren die gebaseerd zijn op, ondermeer, de specifieke verbruiken;

6° de identificatie, de gegrondheid en de technisch-economische evaluatie van de beste projecten tot verhoging van de energie-efficiëntie en van de varianten ervan, op basis van, ondermeer, de volgende criteria :

a) de technisch-economische kwaliteit, rekening houdend, zo veel mogelijk, met een analyse van de levenscycluskosten, inclusief het vervoer buiten de perimeter, in plaats van simpele terugverdientijdperioden, om rekening te houden met langetermijnbesparingen, residuële waarden van langetermijninvesteringen en discontopercentages;

b) de aanvaardbaarheid door de onderneming, met name ten opzichte van haar interne organisatie en de vereiste onderhoudsactiviteiten;

c) de potentiële vermindering van het primaire energieverbruik;

d) de potentiële vermindering van de CO₂-emissies;

e) de indeling van de verbeteringspistes naar gelang van de volgende rendabiliteitsklassen :

- klasse 1 : gewone terugverdientijd inzake investeringen korter dan 2 jaar;

- klasse 2 : gewone terugverdientijd inzake investeringen langer dan 2 jaar en korter dan 5 jaar;

- klasse 3 : gewone terugverdientijd inzake investeringen langer dan 5 jaar;

f) de indeling van de verbeteringspistes naar gelang van de volgende technische haalbaarheidsklassen :

- klasse R : pistes aangelegd tussen het referentiejaar en het jaar van de oorspronkelijke uitvoerige audit;

- klasse A : pistes waarvan de technologie beschikbaar is en waarvan de haalbaarheid vaststaat;

- klasse B : pistes waarvan de technologie beschikbaar is maar waarvan de haalbaarheid niet vaststaat;

- klasse C : waarvan de technologie niet beschikbaar is of niet in de sector wordt toegepast.

De audit moet het uitwerken van een globaal actieplan ter verhoging van de energie-efficiëntie van de onderneming mogelijk maken.

§ 2. Het auditrapport bevat :

1° de doelstelling van de audit alsook de onderzochte vectoren en de eventuele beperkingen;

2° de werkhypothesen : de parameters gebruikt in de audit, met name de conversiefactoren (PCI, PCS, CO₂-emissiecoëfficiënten) en de kosten van de verschillende vectoren;

3° de algemene voorstelling van de kenmerken van de onderneming;

4° de globale analyse van de energiestromen;

5° de uitvoerige beschrijving van de perimeter die in de audit in aanmerking genomen wordt;

6° de energiebalans op grond van berekeningen;

7° gedetailleerde verbeteringsvoorstellen, gecijferd inzake kosten, energiebesparing, vermindering van de emissies van verontreinigende gassen en rendabiliteit. De verbeteringsvoorstellen worden overgelegd in een logische volgorde of in voorrangsorte, gemotiveerd door de staat van de uitrustingen, de gegenereerde besparingen en de rendabiliteit, rekening houdend met de weerslag van elk van hen op de volgende, waarbij een bijzondere aandacht geschonken wordt aan het in overeenstemming brengen van de behoeften met het voorgestelde materieel;

8° het eventuele beroep op technologieën zoals warmtekrachtkoppeling, het gebruik van hernieuwbare energiebronnen;

9° de beschikbare hulpmiddelen voor de verschillende overwogen verbeteringen (bron, bedrag, ...);

10° de conclusies, die duidelijk moeten zijn en geïnterpreteerd moeten kunnen worden door een persoon die geen specifieke kennis heeft in de behandelde domeinen.

§ 3. De voorgestelde verbeteringsvoorstellen moeten rekening houden met de vereisten (ondermeer inzake energie) van kracht in de verschillende regelgevingen.

§ 4. Hetzelfde patroon wordt aangewend voor een energieaudit betreffende een bijzonder gebruik, waarbij de analyse gericht wordt op bedoeld gebruik.

§ 5. De gegevens gebruikt bij de uitvoering van de globale of de gedeeltelijke energie-audit van een onderneming worden bewaard met het oog op een historische analyse en de opvolging van de prestaties.

De Minister is bevoegd om de inhoud van de audit en van het rapport aan te vullen. ».

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt bijlage 5 vervangen als volgt :

« BIJLAGE 5

Factoren betreffende de conversie van primaire energie in energetische CO₂-emissies

Hier worden de CO₂-emissies i.v.m. het gebruik (en dus de productie) van de verschillende energievectoren die door de onderneming verbruikt worden in overweging genomen. Er zal zoveel mogelijk gebruik gemaakt worden van conventionele conversiefactoren.

Bij overeenkomst worden slechts energetische CO₂-emissies in overweging genomen.

De niet-energetische CO₂-emissies zijn emissies die zich voordoen in de industriële processen die niet voorkomen uit de verbranding van fossiele brandstoffen.

Factoren betreffende de conversie van elektriciteit uit niet hernieuwbare bronnen

De conversiefactor betreffende niet hernieuwbare elektriciteit wordt berekend in de veronderstelling dat ze opgewekt wordt door een centrale met een globaal productie- en distributierendement van 40% die op aardgas werkt. De conversiefactor in CO₂-emissies bedraagt bijgevolg 55,8 kg/GJp of 200,9 kg CO₂/MW_{up}, of 502,2 kg CO₂/MW_we (waarbij MW_we in eindenergie uitgedrukt wordt).

Factoren betreffende de conversie van hernieuwbare elektriciteit

Er wordt uitgegaan van een nul-emissie van energetische CO₂, dus 0 kg CO₂/GJp.

Conversiefactoren betreffende brandstoffen (fossiele energieën, alternatieve brandstoffen, fatale gassen, biomassa...)

De gebruikte standaardcoëfficiënten zijn degene die door het IPCC voorgesteld worden. De voornaamste zijn in onderstaande tabel opgenomen.

De IPCC-richtlijnen (1996a) bepalen dat de CO₂-emissies i.v.m. de verbranding van biomassa voor de productie van energie niet in de inventaris opgenomen zijn omdat verondersteld wordt dat ongeveer een gelijkwaardig CO₂-bedrag door de groei van nieuwe teelten opgevangen wordt. De emissiefactor voor de biomassa wordt dus als nul beschouwd. Dit betreft brandhout, de recuperatiebrandstof gebruikt in de papiersector en de biomassa gebruikt als hernieuwbare energie.

Données	PCI		Coeff. E primaire		Emission CO ₂	
Bois	0,0143	GJi/kg	0,01430	GJp/kg	0,0	kg CO ₂ /GJp
Anthracite	0,0277	GJi/kg	0,02770	GJp/kg	92,7	kg CO ₂ /GJp
Electricité	0,0036	GJi/kWh	0,00900	GJp/kWh	55,8	kg CO ₂ /GJp
Essence	0,0466	GJi/litre	0,04660	GJp/litre	68,6	kg CO ₂ /GJp
Fuel lourd	0,0405	GJi/kg	0,04050	GJp/kg	76,6	kg CO ₂ /GJp
Gasoil	0,0387	GJi/litre	0,03655	GJp/litre	73,3	kg CO ₂ /GJp
Gaz Naturel	0,0036	GJi/kWhi	0,00360	GJp/kWhi	55,8	kg CO ₂ /GJp
Gaz Naturel	0,00325	GJi/kWhs	0,00325	GJp/kWhs	55,8	kg CO ₂ /GJp
Huile légère	0,0387	GJi/litre	0,03868	GJp/litre	73,2	kg CO ₂ /GJp
Huile lourde	0,0417	GJi/litre	0,04173	GJp/litre	74,0	kg CO ₂ /GJp
Kérosène	0,0377	GJi/litre	0,03580	GJp/litre	70,8	kg CO ₂ /GJp
Lignite	0,0144	GJi/kg	0,01440	GJp/kg	99,2	kg CO ₂ /GJp
LPG	0,0461	GJi/kg	0,04500	GJp/kg	62,4	kg CO ₂ /GJp
Propane	0,0255	GJi/litre	0,02360	GJp/litre	64,9	kg CO ₂ /GJp
Propane	0,0502	GJi/kg	0,04637	GJp/kg	64,9	kg CO ₂ /GJp

Als de onderneming aan de « ETS » (Emission Trading System) deelneemt, kan ze als CO₂-emissiefactoren de waarden terugnemen die geboekt werden voor hun aangifte in het kader van de opvolging van de ETS-Richtlijn. Om verarring te voorkomen geven deze sites bij de toetreding tot de vakovereenkomsten aan of ze er al dan niet voor kiezen de factoren en coëfficiënten van de ETS over te nemen. Die keuze is vervolgens toepasselijk op het geheel van de brandstoffen en voor de hele duur van de vakovereenkomst.

De Minister is bevoegd om de conversiefactoren te herzien voor elke energiebron. ».

Art. 9. In hetzelfde besluit wordt bijlage 6 vervangen als volgt :

« BIJLAGE 6

Bevoegdheden van de energieauditeurs

	Globale energieaudit	Gedeeltelijke energieaudit	Prehaalbaarheidsonderzoek	Haalbaarheidsonderzoek	Jaarlijkse opvolgingsaudit
Onderneming die geen intentieverklaring ondertekend heeft	Energieauditeur erkend tegelijkertijd in de vaardigheden gebouwen, industrieel proces en hernieuwbare energie-warmtekrachtkoppeling	Energieauditeur erkend in de overeenstemmende vaardigheid	Energieauditeur erkend in de overeenstemmende vaardigheid	/	/
Onderneming die een intentieverklaring ondertekend heeft	Energieauditeur erkend met bijkomende erkenning vakovereenkomst	Energieauditeur erkend in de overeenstemmende vaardigheid	Energieauditeur erkend in de overeenstemmende vaardigheid	/	/
Onderneming die een vakovereenkomst ondertekend heeft	Energieauditeur erkend met bijkomende erkenning vakovereenkomst	Energieauditeur erkend in de overeenstemmende vaardigheid	Energieauditeur erkend in de overeenstemmende vaardigheid	Energieauditeur erkend in de overeenstemmende vaardigheid	Energieauditeur erkend in de vaardigheden gebouwen en industrieel proces met bijkomende erkenning vakovereenkomst of interne dienstverleners die de in artikel 15, eerste lid, bedoelde opleiding gevolgd hebben

»

Art. 10. In hetzelfde besluit wordt bijlage 7 vervangen als volgt :

« BIJLAGE 7

Subsidiëringspercentage voor de ondernemingen

	Globale energieaudit	Gedeeltelijke energieaudit	Prehaalbaarheidsonderzoek	Haalbaarheidsonderzoek	Jaarlijkse opvolgingsaudit
Private onderneming die geen intentieverklaring ondertekend heeft	50 % met een jaarlijks maximum van € 320.000	50 % met een jaarlijks maximum van € 320.000	50 % met een jaarlijks maximum van € 320.000	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking
Private onderneming die een intentieverklaring ondertekend heeft	50 % met een jaarlijks maximum van € 320.000	50 % met een jaarlijks maximum van € 320.000	50 % voor de twee eerste onderzoeken inzake hernieuwbare energie 50 % voor de rest met een jaarlijks maximum van € 320.000	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking
Private onderneming die een vakovereenkomst ondertekend heeft	50 % met een jaarlijks maximum van € 320.000	50 % met een jaarlijks maximum van € 320.000	50 % met een jaarlijks maximum van € 320.000	50 % met een jaarlijks maximum van € 320.000	50 % met een jaarlijks maximum van € 320.000

De subsidiëringspercentages voor de private ondernemingen die een vakovereenkomst of een intentieverklaring inzake toetreding tot een vakovereenkomst ondertekend hebben, worden verhoogd onder de volgende voorwaarden :

1° er wordt een bonus van tien percent toegekend aan de private ondernemingen die tussen 50 en 250 personen tewerkstellen en waarvan het jaarlijkse omzetcijfer tussen 10 en 50 miljoen euro ligt of waarvan het totaal van de jaarlijkse balans tussen 10 en 43 miljoen euro ligt euro;

1° er wordt een bonus van twintig percent toegekend aan de private ondernemingen die minstens 50 personen tewerkstellen en waarvan het jaarlijkse omzetcijfer of het totaal van de jaarlijkse balans niet meer dan 10 miljoen euro bedraagt. »

Art. 11. In hetzelfde besluit wordt bijlage 8 vervangen als volgt :

« BIJLAGE 8

Subsidiëringspercentage voor de representatieve instellingen van ondernemingen of voor ondernemingen die een vakovereenkomst ondertekend hebben zonder bemiddeling van een representatieve instelling van ondernemingen

	Onderzoek naar de relevantie van het stappenplan 2050	Stappenplan 2050	Vorbereiding, begeleiding en opvolging van een vakovereenkomst	Actie ter verbetering van de energie-efficiëntie van een sector
Representatieve instellingen van ondernemingen die geen vakovereenkomst ondertekend hebben	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking	100 % met een jaarlijks maximum van € 20.000
Representatieve instellingen van ondernemingen die een vakovereenkomst ondertekend hebben *	100 %	100 %	100 %	Komt niet in aanmerking
Ondernemingen die een vakovereenkomst ondertekend hebben zonder bemiddeling van een representatieve instelling	50 % met een jaarlijks maximum van € 20.000	50 % met een jaarlijks maximum van € 20.000	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking

* De subsidies voor de representatieve instellingen van ondernemingen die een vakovereenkomst ondertekend hebben voor een onderzoek naar de relevantie van het stappenplan 2050, een Stappenplan 2050 en de voorbereiding, begeleiding en opvolging van een vakovereenkomst, mogen niet meer dan € 80.000 per jaar bedragen.

De subsidiëringspercentages voor de private ondernemingen die een vakovereenkomst of een intentieverklaring inzake toetreding tot een vakovereenkomst ondertekend hebben, worden verhoogd onder de volgende voorwaarden :

1° er wordt een bonus van tien percent toegekend aan de private ondernemingen die tussen 50 en 250 personen tewerkstellen en waarvan het jaarlijkse omzetcijfer tussen 10 en 50 miljoen euro ligt of waarvan het totaal van de jaarlijkse balans tussen 10 en 43 miljoen euro ligt euro;

1° er wordt een bonus van twintig percent toegekend aan de private ondernemingen die minstens 50 personen tewerkstellen en waarvan het jaarlijkse omzetcijfer of het totaal van de jaarlijkse balans niet meer dan 10 miljoen euro bedraagt. »

Art. 12. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage 9, luidend als volgt :

« BIJLAGE 9

Minimumbestek voor het voeren van een onderzoek naar de haalbaarheid van een investering

1. Doelstelling :

Het onderzoek naar de haalbaarheid van een investering dient om een type of een specifiek merk van uitrusting nauwkeurig te dimensioneren in het kader van een investering met het oog op het gebruik van hernieuwbare energieën of kwaliteitsvolle biomassa-warmtekrachtkoppeling en op grond waarvan technische voorschriften van een bestek opgesteld worden.

2. Vereisten

Het haalbaarheidsonderzoeksrapport bevat minstens de volgende elementen :

1° de voorstelling van de energiebehoeften waaraan de investering moet voldoen en de effectieve energieverbruiken voor de investering;

2° de werkhypothesen :

3° de berekening van de technische dimensionering van de investering en de referentiële groottes die voor de berekeningen worden gebruikt moeten duidelijk vermeld worden;

4° de identificatie en de gegrondheid van de relevantie van het aanvankelijk geanalyseerde project en van de varianten ervan, op grond van, ondermeer, de volgende criteria : de technisch-economische kwaliteit, de aanvaardbaarheid door de onderneming, met name ten opzichte van haar interne organisatie;

5° desgevallend, de globale energiebalans, rekening houdend met het voorgestelde systeem, de bestaande systemen, de wijze van regulering ervan en de interactie ervan;

6° in voorkomend geval, een evaluatie van de dwingende gebruiksvoorwaarden (onderhoud,...);

7° een raming van de besparingen van primaire energie en CO₂ en van de weerslag ervan op de indices AEE, ACO₂, FSER en FDSE;

8° een raming (met een onzekerheidsmarge van tien percent) van de economische kostprijs van de investering;

9° een raming van het terugverdieneffect van de investering;

10° de gegrondheid van de keuze van de vooropgestelde technieken en voorzieningen.

Voor het gebruik van de biomassa worden de aanbevelingen en opleggingen van het Waarnemingscentrum van de biomassa in aanmerking genomen zodra ze geofficialiseerd zijn.

De Minister is bevoegd om de inhoud van het haalbaarheidsonderzoek te herzien. ».

Art. 13. De wijzigingsbepalingen van dit besluit zijn van toepassing op alle subsidie-aanvragen die na de inwerkingtreding van dit besluit ingediend worden krachtens het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve instellingen van ondernemingen ter verbetering van de energetische efficiëntie en ter bevordering van een rationeler gebruik van de energie in de privé-sector (AMURE).

Art. 14. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen 14 januari 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Stad, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/200247]

14 JANVIER 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 10 juin 1994 portant exécution de l'article 8, § 1^{er} et § 6, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'article 8, rétabli par la loi du 30 mars 1994, § 1^{er}, modifié par la loi du 22 décembre 2003, § 6, modifié par la loi du 7 avril 1999 et la loi du 5 mars 2002 et § 11, inséré par la loi du 8 avril 2003;

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

Vu l'arrêté royal du 10 juin 1994 portant exécution de l'article 8, § 1^{er} et § 6, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

Vu le rapport du 31 août 2015 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 31 août 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 septembre 2015;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi A/15/14 du 2 octobre 2015;

Vu l'avis du Conseil économique et social de Wallonie A.1247, donné le 5 octobre 2015;

Vu le protocole n° 682 du Comité de secteur XVI, établi le 16 octobre 2015;

Vu l'avis n° 58.565/4 du Conseil d'Etat, donné le 16 décembre 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 10 juin 1994 portant exécution de l'article 8, § 1^{er} et § 6, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, les mots "le Ministre de l'Emploi et du Travail" sont remplacés par les mots "le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions".

Art. 2. A l'article 2 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 6 avril 1995, 3 février 1997, 27 janvier 2006 et 11 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots "Office national de l'Emploi" sont chaque fois remplacés par les mots "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi";

2^o un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Pour l'application du présent arrêté, on entend par l'agent : l'agent de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, tel que visé aux articles 1^{er} des arrêtés du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne et portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, et le membre du personnel contractuel de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi tel que visé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi »;

3^o à l'alinéa 2 ancien, devenant l'alinéa 3, les mots "Le nombre maximum d'agents" sont remplacés par les mots "Dans la limite de l'effectif transféré de l'Office national de l'Emploi et dans la limite de l'enveloppe budgétaire disponible pour les Agences locales pour l'Emploi, le nombre maximum d'agents".

Art. 3. Dans le même arrêté, sont insérés les articles 2/1 à 2/5 rédigés comme suit :

« Art. 2/1. L'agent mis à disposition est sous l'autorité administrative du FOREm.

Le FOREm désigne un Coordinateur de l'ensemble des activités des ALE et au minimum quatre Coordinateurs territoriaux pour assurer le relais entre le FOREm et les agents mis à disposition au sein des ALE.

En qualité de responsable fonctionnel de l'agent mis à disposition au sein de l'ALE, le Président de l'ALE, dénommé ci-après "le Président", ou son délégué répartit les différentes tâches entre les membres de son équipe, en concertation avec le Coordinateur territorial.